

Le 8 novembre 2017

Adoption des crédits de la mission Défense pour l'année 2018

Une hausse historique du budget des armées

Les député.e.s ont adopté mercredi 8 novembre les crédits de la mission Défense pour l'année 2018. Comme pour l'ensemble des domaines régaliens, il s'agit d'un budget revalorisé, avec une hausse des crédits de 1,8 milliard d'euros.

Richard Ferrand, président du groupe « La République en Marche » indique : *« Notre groupe salue la hausse du budget dédié à nos armées. Il illustre la détermination de la majorité à ne rien céder lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité des Français.e.s. »*

Pour Jean-Jacques Bridey, député du Val-de-Marne et président de la commission Défense : *« Le budget Défense qui vient d'être voté est un budget courageux et sincère qui amorce une remontée des crédits afin de réparer le présent et préparer l'avenir. »*

Olivier Gaillard, député du Gard et rapporteur spécial de la mission Défense, estime que *« ce budget, solide et équilibré, propose des efforts significatifs pour répondre aux besoins en matière d'entretien programmé du matériel, d'infrastructures et de condition de vie des proches de militaire. Ce budget est en phase avec l'ambition de la future loi de programmation militaire qui resserrera les liens entre dissuasion, prévention, protection, intervention, connaissance et anticipation. »*

La hausse des crédits adoptée dans le cadre de ce budget permettra notamment d'améliorer la disponibilité des matériels et la qualité des infrastructures, mais aussi de renforcer la dissuasion et les services de renseignement et de cyberdéfense.

Ce budget de la Défense permet également d'améliorer les conditions de vie des militaires et de leurs proches. Un Plan Familles est ainsi crédité de 22,5 millions d'euros, ce qui permettra d'améliorer les logements et de renforcer l'offre de garde d'enfants existante.

Selon Didier Baichère, porte-parole pour le groupe LaREM sur cette mission budgétaire : *« Ce budget de fierté rend justice à l'engagement exceptionnel de nos armées et répond aux exigences que sont le maintien et le renforcement de la singularité stratégique de la France. Il est la marque d'une France qui assume doublement sa responsabilité européenne, d'abord par le respect des règles budgétaires communes, ensuite par l'impulsion donnée à l'Europe de la sécurité et de la défense. »*

A travers ce budget ambitieux, les député.e.s du groupe La République en Marche saluent un premier pas engagé afin que les dépenses en matière de Défense atteignent 2% du PIB d'ici 2025.